

<https://www.pressegauche.org/Hongkong-Carrie-Lam-a-retire-le-projet-de-loi-d-extradition-sans-ceder-sur-les>



Hongkong. « Carrie Lam a retiré le projet de loi d'extradition, sans céder sur les autres revendications »



- International - Asie/Proche-Orient -
Date de mise en ligne : mardi 10 septembre 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

La cheffe de l'exécutif de Hongkong, Carrie Lam, a déclaré que son gouvernement retirerait officiellement un projet de loi d'extradition qui a déclenché des mois de protestations et plongé le territoire dans sa plus grande crise politique depuis des décennies.

Tiré de [À l'encontre](#).

Dans une allocution télévisée de cinq minutes, mercredi 4 septembre, Carrie Lam a déclaré que son gouvernement retirerait officiellement le projet de loi controversé pour « apaiser complètement les préoccupations du public ».

Ce projet de loi, qui aurait permis l'extradition de suspects vers la Chine pour y être jugés sous le système judiciaire opaque du continent, a déclenché en juin des manifestations de masse qui ont conduit à des confrontations de plus en plus violentes avec la police et à l'arrestation de plus de 1000 personnes.

« Nos citoyens, la police et les journalistes ont été blessés lors d'incidents violents, a dit Carrie Lam. Il y a eu des scènes chaotiques à l'aéroport et dans les gares [de transport en commun] ; des routes et des tunnels ont été soudainement bloqués. Les touristes se demandent si notre ville est toujours un endroit sûr pour voyager ou pour les affaires. Des familles et leurs amis ont été stressés et des disputes ont éclaté. Pour beaucoup de gens, Hongkong est devenu un endroit méconnaissable. »

Carrie Lam a mis le projet de loi à l'ordre du jour en juin, et en juillet, a de nouveau insisté sur le fait qu'il était « mort » après des semaines de protestation, mais elle a jusqu'à présent refusé de le retirer entièrement - une revendication clé des manifestants qui ont soutenu qu'il pourrait être relancé à l'avenir.

En retirant formellement le projet de loi, Carrie Lam a cédé sur l'une des cinq principales revendications des manifestants. Ce qui est perçu comme un effort pour désamorcer des manifestations qui sont devenues de plus en plus violentes des deux côtés.

Toutefois, la cheffe de l'exécutif n'a pas cédé sur les autres revendications des manifestants, qui comprennent une enquête indépendante sur le comportement de la police, l'amnistie pour les personnes arrêtées et des réformes démocratiques pour accorder le suffrage universel aux habitants de Hongkong.

Carrie Lam a affirmé qu'elle ne croyait pas que le gouvernement devrait ouvrir une enquête sur le comportement de la police. Pour elle, il faut s'en remettre à un organisme existant de surveillance de la police, le Conseil indépendant pour les plaintes contre la police. Carrie Lam a dit qu'elle ajouterait deux nouveaux membres au conseil.

En outre, Carrie Lam a déclaré que son gouvernement ouvrirait une plateforme de dialogue, invitant des dirigeants communautaires, des experts et d'autres personnes à étudier les questions sociales et à conseiller le gouvernement.

« Après plus de deux mois de troubles sociaux, il est évident pour beaucoup que le mécontentement va bien au-delà du projet de loi », a-t-elle dit.

L'annonce de Carrie Lam, qui marque une volte-face après des mois de refus de reculer devant les manifestants, intervient moins d'un mois avant que la Chine ne célèbre sa fête nationale le 1er octobre, date du 70e anniversaire

Hongkong. « Carrie Lam a retiré le projet de loi d'extradition, sans céder sur les autres revendications »

de la fondation de la République populaire de Chine [le chiffre de 70 années a un sens particulier pour Xi Jinping et le PCC dans le sens où il indique la persistance du régime, comparé à l'implosion de l'URSS].

« Elle doit faire quelque chose sinon ça va être lamentable », a déclaré Michael Tien, l'un des députés pro-pékin qui ont assisté à une réunion avec Carrie Lam avant son annonce. « Alors elle fait ce geste maintenant, cette concession. Il y a encore un mois, elle espérait que les choses se calmeraient. »

Au cours de la réunion, Carrie Lam s'est montrée calme et pleine d'espoir, selon Tien. « Je pense qu'elle croit honnêtement que ça pourra régler la question. »

Reste à savoir si cette mesure apaisera les protestations qui se sont transformées en un mouvement politique beaucoup plus vaste, alimenté en grande partie par la colère de la population contre la police et le gouvernement.

« Cela ne suffira pas à satisfaire une population en colère et frustrée. La nature du mouvement de protestation s'est transformée au cours des 13 dernières semaines », a déclaré Adam Ni, chercheur à l'Université Macquarie de Sydney. « Si elle ne prend pas d'autres mesures, on peut s'attendre à ce que les manifestations continuent. »

Alors que la nouvelle du retrait du projet de loi s'est répandue mercredi, la police anti-émeute a patrouillé dans les stations de métro alors que certains manifestants appelaient les gens à se rassembler dans différentes stations.

Un manifestant, qui n'a donné que son prénom, Alan, a dit : « Bien sûr que je ne l'accepterai pas. Nous avons cinq revendications, nous les voulons toutes, pas une de moins. La question la plus importante à résoudre est l'abus de pouvoir de la police. »

Les protestations ont poussé Hongkong, un important centre financier et d'affaires, au bord de la récession, avec des entreprises et des magasins qui en souffrent et des investisseurs qui reconsidèrent leur présence sur le territoire.

Après l'allocution de Carrie Lam, les manifestants ont posté à plusieurs reprises sur le forum du LIHKG : « Cinq revendications, pas une de moins ».

De nombreux commentaires faisaient référence à une femme gravement blessée à un œil par des projectiles tirés par la police et à des manifestants qui se seraient suicidés.

Une enquête sur l'activité des entreprises privées publiée mercredi a montré la « plus forte détérioration de la santé économique du secteur privé depuis février 2009 », au plus fort de la crise financière mondiale. Suite au discours de Carrie Lam, l'indice Hang Seng de la Bourse de Hongkong a bondi de 4%.

Les protestations ont également souligné le contraste entre les libertés à Hongkong, comme promises lors de la rétrocession de l'ancienne colonie britannique à la Chine en 1997, avec l'autorité de Pékin sur la ville.

Plus tôt cette semaine, Reuters a publié un enregistrement de Carrie Lam s'adressant à un groupe de dirigeants d'entreprises dans lequel elle a dit qu'elle démissionnerait si elle en était capable - suggérant que Pékin l'avait forcée à rester au pouvoir.

Mardi, cependant, Carrie Lam a déclaré aux journalistes qu'elle souhaitait rester en fonction pour permettre à Hongkong de traverser une période difficile.

Hongkong. « Carrie Lam a retiré le projet de loi d'extradition, sans céder sur les autres revendications »

L'annonce de Carrie Lam est intervenue après une fin de semaine au cours de laquelle des manifestants ont lancé des cocktails Molotov et la police a déployé des canons à eau (colorée), des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes, ce qui a provoqué certains des pires affrontements de ces trois derniers mois.

La police a été vue en train de pourchasser et de frapper des passagers dans les stations de métro. Dimanche, les manifestants ont paralysé les liaisons avec l'aéroport de la ville, une importante plaque tournante des voyages internationaux.

« Cette annonce ne change rien au fait que les autorités de Hongkong ont choisi de réprimer les manifestations d'une manière tout à fait illégale qui a gravement entamé la confiance du peuple et le sentiment de légitimité du gouvernement », a déclaré Man-kei Tam, directeur d'Amnesty International Hong Kong.

Les étudiants de l'université et du secondaire ont lancé un boycott des cours cette semaine et les manifestants ont prévu d'autres actions dans les semaines à venir. Elles comprennent une autre tentative de paralyser l'aéroport et un rassemblement à l'extérieur du consulat américain à Hongkong pour demander aux députés d'adopter une loi qui sanctionnerait les fonctionnaires considérés comme supprimant les libertés ou les droits humains à Hongkong.

Mercredi, les manifestants sont restés méfiants à l'égard de la concession de Lam. « Elle fait ça pour essayer de désintégrer le mouvement. Beaucoup de gens pensent cela », a dit une manifestante, qui a donné son nom sous le pseudonyme de Katya. « La situation s'est aggravée à un point tel que même Pékin ne sait plus comment régler ce problème. Donc ils utilisent différents trucs et mensonges. Les gens de Hongkong ont appris à ignorer. » [Il apparaît selon des sondages que durant ces derniers mois la tendance, entre autres dans la jeune génération, à se considérer comme Hongkongais et non comme « membres de la Chine » a augmenté.]

Article publié dans The Guardian, en date du 4 septembre 2019 ; traduction rédaction A l'Encontre.